

Liberté Égalité Fraternité





2023

e groupe AFD investit en faveur d'un environnement institutionnel, politique et citoyen favorable à un développement juste et durable. Il déploie ses financements pour accompagner la fourniture de services publics de qualité et (r)établir la confiance entre populations, États et institutions. Le Groupe travaille aux côtés des États, de la société civile, des collectivités et des entreprises, et plus largement de tous les acteurs du changement porteurs d'innovation et de transformation pour leurs territoires. Si l'activité Gouvernance s'inscrit prioritairement dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD) 16 et 17, elle contribue aussi à l'atteinte de multiples autres ODD (5, 10, 11, 12, 13). L'AFD déploie des projets gouvernance dans une cinquantaine de pays, mobilisant du don et du prêt pour un volume cumulé d'engagements de 7,8 milliards d'euros depuis 2016. Elle souhaite consolider ce portefeuille en développant des thématiques frontières : justice environnementale et climatique, transition juste, gouvernance climatique. Ceci afin que la gouvernance contribue toujours plus à l'accélération des transitions climatiques et sociales.

5 COUNT OFFICE TO MEDIANTS

11 YELDS TO DOMINANTIS

12 CONSOMMON TO HESPIRISHES SILVENTS

13 MESTRES RELITIVES

16 FINAL ASSITICE

17 PARTICIPATION BY HESPIRISHES SILVENTS

18 CONSOMERS

18 CONSOMERS

19 PARTICIPATION BY HESPIRISHES SILVENTS

18 CONSOMERS

19 PARTICIPATION BY HESPIRISHES

10 PARTICIPATION BY HESPIRISHES

11 PARTICIPATION BY HESPIRISHES

12 CONSOMERS

13 MESTRES RELITIVES

16 FINAL ASSITICE

17 PARTICIPATION BY HESPIRISHES

18 CONSOMERS

18 PARTICIPATION

18 P

La stratégie Gouvernance du groupe AFD

Le groupe AFD veut faire de la gouvernance un véritable outil de transformation des sociétés, de consolidation de l'action publique et d'accélération des transitions, dans un contexte international très affecté par les crises climatiques et environnementales, l'aggravation des inégalités sociales et le recul démocratique.



plus loin

Notre activité gouvernance s'articule autour de quatre grands axes :



Contribuer à des sociétés plus ouvertes et solidaires

Promouvoir la vitalité démocratique, la transparence de l'action publique, l'ouverture de l'espace civique et le droit à une information fiable pour des politiques publiques inclusives engagées dans la réduction des inégalités.



Renforcer l'État de droit et l'action publique

Accompagner la transformation des administrations et la délivrance de services publics à tous les échelons du territoire, garantir l'accès à la justice et réduire les risques de catastrophes.



Accompagner le financement du développement durable

Appuyer les transitions et le développement durable à travers une meilleure gestion des finances publiques et la mobilisation de tous les investisseurs potentiels, notamment les diasporas.



Contribuer à la stabilisation macroéconomique et à la réponse aux crises

Apporter en urgence, et à la demande de l'État français, des financements en réponse à des crises économiques, sociales, environnementales ou sécuritaires.

L'approche Groupe

Avec l'intégration d'Expertise France début 2022, le groupe AFD dispose d'outils complémentaires pour accompagner tous ses partenaires.

Expertise France mobilise ainsi sur les financements de l'AFD de l'expertise française et européenne afin d'appuyer la mise en œuvre de politiques publiques durables.

millions d'euros engagés avec Expertise France sur les sujets de gouvernance

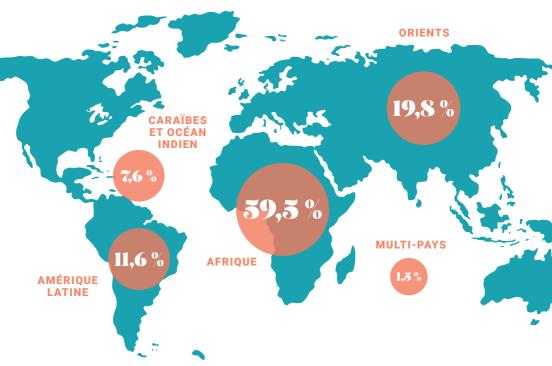
Notre activité gouvernance en 2023

L'activité gouvernance du groupe AFD a connu une forte croissance en 2023 pour atteindre près de 2 milliards d'euros de nouveaux engagements.

1,8Md€

engagés pour 108 nouveaux projets dans le domaine de la gouvernance en 2023, soit 14,3 % des engagements du groupe AFD

Répartition par région*



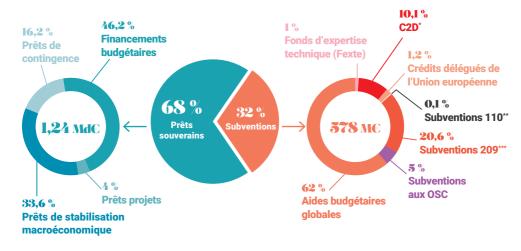
des projets
permettent de
réduire les inégalités
femmes-hommes*

des projets contribuent à lutter contre le changement climatique et à préserver la biodiversité* 98 % dos financemen

des financements favorisent la participation citoyenne, la démocratie, l'État de droit et les droits humains*

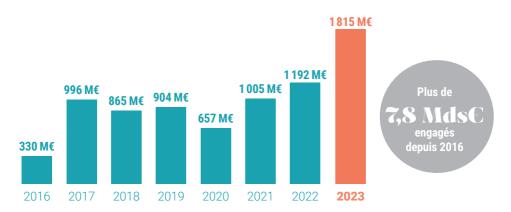
^{*} Activité portée exclusivement par la division Gouvernance hors opérations de stabilisation macroéconomique.

Répartition par outil financier



^{*} Contrat de désendettement et de développement

Évolution des engagements



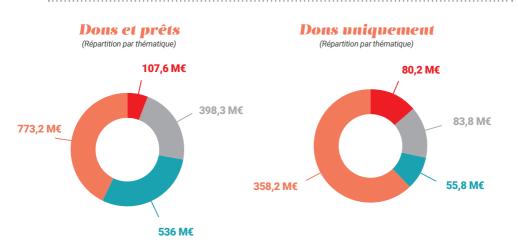
^{**} Subventions de la Direction générale du Trésor

^{***} Subventions du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Les thématiques d'intervention et partenariats

L'AFD mobilise toute sa palette d'instruments disponibles sur la thématique gouvernance, tant en don qu'en prêt.

Pour dépasser une vision stato-centrée, l'AFD travaille avec l'ensemble des acteurs impliqués dans la gestion et la régulation des ressources, des intérêts et des pouvoirs (organisations de la société civile, collectivités territoriales, communautés, collectifs citoyens et professionnels, entreprises publiques et privées).



- Des sociétés plus ouvertes et solidaires
 État de droit et action publique
- Financement du développement durable Stabilisation macroéconomique et réponse aux crises



Dans une logique de complémentarité, l'AFD intervient en étroite collaboration avec les autres partenaires financiers, tels que l'Union européenne, la Banque mondiale, le FMI, la Banque interaméricaine de développement, la KfW et la Coopération suisse.

+800 M€
mobilisés par d'autres
bailleurs en complément
des appuis de l'AFD

Contribuer à des sociétés plus ouvertes et solidaires



Notre ambition est de contribuer à l'avènement de sociétés justes, solidaires et respectueuses des libertés. L'AFD promeut un dialogue constructif entre autorités publiques et citoyens, la transparence de l'action publique, l'ouverture de l'espace civique et le droit à une information fiable. Elle soutient un contrat social qui protège les libertés individuelles et contribue aux processus de paix. Ses interventions participent à réduire les inégalités, dont celles entre les femmes et les hommes, à renforcer les facteurs d'inclusion, notamment des jeunes et des personnes migrantes et déplacées, et à améliorer le vivre-ensemble.

107,6 M€ engagés

Participation citoyenne et processus démocratiques

Médias et droit à l'information

Réduction des inégalités et cohésion sociale

Burundi

La société civile actrice du développement

Monde associatif local et autorités burundaises peinent encore à dialoguer et travailler ensemble, malgré l'existence d'un cadre légal le permettant. Le financement de l'AFD permettra d'appuyer la structuration et l'animation de cadres de concertation entre État et société civile, ainsi que la professionnalisation des OSC. Ces dernières recevront des fonds pour financer leurs initiatives en faveur des jeunes et des femmes, mais également leurs besoins prioritaires ainsi que leurs activités de recherche et de plaidoyer.

■ Subvention sur crédits délégués de l'UE (7 M€)









Renforcer l'État de droit et l'action publique



Notre ambition est de soutenir une action publique performante, transparente et redevable, au service de l'intérêt général. L'AFD accompagne la transformation des administrations publiques garantes des libertés et des droits, de la mise en œuvre des politiques publiques et de l'accès aux services publics. Elle met l'accent sur les administrations centrales et déconcentrées, ainsi que sur les collectivités territoriales et les services publics de proximité, avec l'objectif de répondre à l'ensemble des besoins des populations de manière équitable et qualitative.

398,3 M€ engagés

État de droit, accès à la justice et respect des droits humains et du vivant Action publique moderne et performante, au plus près des citoyens

Réduction et gestion des risques de catastrophes

Inde Réduire les risques de catastrophe

L'Himachal Pradesh est très vulnérable au changement climatique, son économie et ses populations sont fragilisées par les catastrophes naturelles qui en découlent. Ce programme permettra de renforcer le dispositif institutionnel de gestion des catastrophes de l'Himachal Pradesh, de développer un système d'alerte précoce et de renforcer les moyens des secours. Des infrastructures publiques prioritaires (hôpitaux, bâtiments publics, etc.) seront rénovées et des solutions basées sur la nature promues pour améliorer la résilience aux catastrophes. Une composante de contingence permettra de disposer de ressources en cas de catastrophe.

- Financement budgétaire en prêt (80 M€)
- Subvention d'assistance technique (1 M€)











Financer le développement durable



Notre ambition est d'accompagner les États et collectivités à programmer, mobiliser et exécuter au mieux leurs ressources financières, au service du développement durable. Ils sont les premiers financeurs du développement et peuvent aiguiller les interventions du secteur privé, dont celles des diasporas, vers des investissements plus durables. L'AFD apporte donc les appuis techniques et financiers nécessaires pour faire des finances publiques un levier fort de financement des transitions

536 M€ engagés

Quantification et budgétisation des transitions Mobilisation des ressources intérieures et exécution budgétaire

Orientation des ressources privées, notamment des diasporas, vers des investissements durables

Rwanda

Gestion écologique des finances publiques

Pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, le Rwanda doit aligner ses investissements et dépenses publiques sur l'agenda climatique. Construit en synergie avec le FMI, le financement de l'AFD sera décaissé en fonction de l'atteinte des indicateurs de réforme. Un programme d'appuis techniques mis en œuvre par Expertise France permettra de renforcer les compétences des autorités en matière de budget vert, marchés publics durables, investissement public vert et verdissement du système financier.

- Financement budgétaire en prêt (50 M€)
- Subvention d'assistance technique (3 M€)







Stabiliser et répondre aux crises



L'AFD intervient à la demande de l'État français pour apporter des financements d'urgence en réponse à des chocs (crise économique, sécheresse, conflit, etc.). Ces financements permettent d'injecter rapidement, et généralement de façon conjointe avec d'autres bailleurs de fonds, les liquidités nécessaires à la stabilisation d'une crise.

773,2 M€ engagés

République de Zambie

Réduire le déficit budgétaire et lutter contre l'insécurité alimentaire

La sécheresse et les dérèglements climatiques ont sévèrement impacté la production céréalière, plaçant plus de 2,3 millions de Zambiens dans un état d'insécurité alimentaire. À la suite du défaut de paiement en 2020, un protocole d'accord a été conclu en 2023 entre la Zambie et ses créanciers bilatéraux sur la restructuration de la dette souveraine.

L'AFD a accordé à la Zambie un financement budgétaire d'urgence de 16 millions d'euros à la demande de l'État français. Ce financement contribuera à réduire son déficit budgétaire et à répondre à la crise alimentaire en cours. En effet, 4 millions d'euros seront affectés au financement du programme de cantines scolaires mis en place par le gouvernement, afin d'encourager les enfants à rester à l'école et de lutter contre la malnutrition infantile

■ Aide budgétaire globale en don (16 M€)





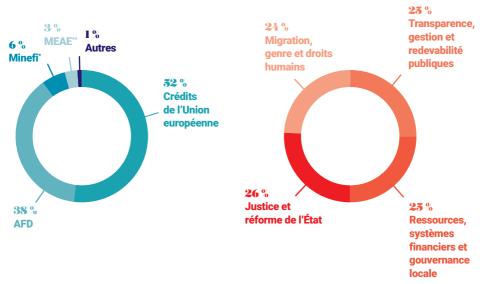


L'activité gouvernance d'Expertise France

Dorénavant intégré au groupe AFD, Expertise France est l'opérateur ensemblier du Groupe en charge des projets de coopération technique dans le champ large de la gouvernance : gestion des finances publiques, migrations, genre, droits humains, justice, réforme de l'État et gouvernance locale, réduction des risques de catastrophe.



Pour exercer sa mission, Expertise France mobilise prioritairement l'écosystème public français, aussi bien les administrations centrales (Direction générale des finances publiques, Direction générale du numérique, Direction interministérielle de la transformation publique, ministère de la Justice, Direction générale de l'administration et de la fonction publique, etc.), que les corps de contrôle (Cour des comptes, Inspection générale des finances, etc.), les écoles de formation (École nationale de la magistrature, Institut national du service public), l'Assemblée nationale et le Sénat ou les collectivités françaises.



^{*} Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie

^{**} Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Pour un monde en commun

Le groupe AFD finance, accompagne et accélère les transitions nécessaires pour un monde plus juste et résilient. Il contribue ainsi à mettre en œuvre la politique de la France en matière de développement durable et de solidarité internationale. C'est avec et pour les populations que nous construisons en lien avec nos partenaires des solutions partagées dans plus de 160 pays, ainsi que dans 11 départements et territoires ultramarins français.

Notre objectif? Concilier développement économique et préservation des biens communs : le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nos équipes sont engagées dans plus de 3 600 projets sur le terrain, contribuant ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.



www.afd.fr - Twitter : @AFD_France - Facebook : AFDOfficiel 5, rue Roland-Barthes - 75598 Paris Cedex 12 - France

Tél: +33 1 53 44 31 31